



REGLEMENT SCOLAIRE DEPARTEMENTAL

VU LA LOI n° 83-663 du 22 juillet 1983

VU LA LOI n° 2004-228 du 15 mars 2004

VU LA LOI n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées

VU LA LOI n° 2005-380 du 23 avril 2005 d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école

VU LE DECRET n° 90-788 du 6 septembre 1990

modifié par les décrets n° 91-383 du 22 avril 1991, n° 2004-703 du 13 juillet 2004 et n° 2005-1014 du 24 août 2005

VU LA CIRCULAIRE n° 91-124 du 6 juin 1991

modifiée par les circulaires n° 92-216 du 20 juillet 1992 et n° 94-190 du 29 juin 1994.

Le règlement scolaire départemental, publié par arrêté de l'Inspecteur d'Académie des Alpes-Maritimes en date du 27 février 2006, est fixé comme suit :

TITRE 1 – INSCRIPTION ET ADMISSION

1.1. – Inscription

1.1.1. – Cas général

Le certificat d'inscription sur la liste scolaire de la commune est délivré par le Maire.

1.1.2. – Cas des enfants présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé

Tout enfant présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école ou dans l'un des établissements mentionnés à l'article L 351-1 du code de l'Éducation, le plus proche de son domicile, qui constitue son établissement de référence. Si, dans le cadre de son projet personnalisé, les besoins de l'enfant nécessitent qu'il reçoive sa formation au sein de dispositifs adaptés, il peut être inscrit dans une autre école sur proposition de son établissement de référence et avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal. Cette inscription n'exclut pas son retour à l'établissement de référence.

1.2. – Admission

1.2.1. – Dispositions communes

Les modalités d'admission à l'école maternelle et élémentaire définies aux paragraphes ci-dessous ne sont applicables que lors de la première inscription dans l'école concernée.

Lors de la première admission à l'école, les parents ou la personne à qui est confié l'enfant doivent également présenter la déclaration relative à l'autorisation de communication de leur adresse personnelle aux associations de parents d'élèves.

En cas de changement d'école, un certificat de radiation émanant de l'école d'origine doit être présenté. Le certificat de radiation est délivré par le Directeur de l'école d'origine qui en transmet une copie au Maire de la commune de départ pour information.

En outre, le livret d'évaluation de l'élève est remis aux parents sauf si ceux-ci préfèrent laisser le soin au Directeur d'école de transmettre directement ce document à son collègue.

Le Directeur d'école est responsable de la tenue du registre des élèves admis. Il veille à l'exactitude et à l'actualisation des renseignements qui figurent sur ce document.

1.2.2. – Admission à l'école maternelle

Les enfants dont l'état de santé et de maturation physiologique et psychologique constaté par le médecin traitant choisi par la famille est compatible avec la vie collective en milieu scolaire peuvent être admis à l'école maternelle, en classe ou en section maternelle.

En cas de doute, après une période d'observation, le Directeur saisit le médecin scolaire et réunit l'équipe éducative ou demande à la famille de saisir la Maison départementale des personnes handicapées (M.D.P.H.) qui évaluera la situation et proposera éventuellement un projet personnalisé de scolarisation.

Cette admission est prononcée, dans la limite des places disponibles, au profit des enfants âgés de deux ans révolus au jour de la rentrée scolaire.

L'article 7 du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié indique que le nombre moyen d'élèves accueillis par classe et le nombre des emplois par école sont définis annuellement par l'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Education nationale, compte tenu des orientations générales fixées par le Ministre chargé de l'Education, en fonction des caractéristiques des classes, des effectifs et des postes budgétaires qui lui sont délégués, et après avis des instances départementales réglementaires.

L'admission est enregistrée par le Directeur de l'école sur présentation du certificat d'inscription délivré par le Maire de la commune dont dépend l'école (ce document indique, lorsque la commune dispose de plusieurs écoles, celle que l'enfant fréquentera), du livret de famille, d'un certificat du médecin traitant choisi par la famille, d'un document attestant que l'enfant a subi les vaccinations obligatoires pour son âge ou justifie d'une contre-indication, des décisions de justice en cas de situation particulière précisant la responsabilité parentale et le lieu de résidence de l'enfant.

Il convient de rappeler qu'aucune discrimination ne peut être faite pour l'admission dans les classes maternelles d'enfants étrangers, conformément aux principes généraux du droit. La circulaire n° 2002-063 du 20 mars 2002 relative aux modalités d'inscription des élèves étrangers dans l'enseignement du premier et du second degré, publiée au Bulletin officiel de l'Education nationale n° 13 du 28 mars 2002, donne toutes précisions utiles à ce sujet.

1.2.3. – Admission à l'école élémentaire

Doivent être présentés à l'école élémentaire, à la rentrée scolaire, les enfants ayant six ans révolus au 31 décembre de l'année en cours.

Le Directeur procède à l'admission à l'école élémentaire sur présentation du certificat d'inscription délivré par le Maire de la commune dont dépend l'école (ce document indique, lorsque la commune dispose de plusieurs écoles publiques, celle que l'enfant doit fréquenter : il est communiqué au Directeur de l'école concerné et à l'Inspecteur chargé de la circonscription), du livret de famille, du carnet de santé attestant que l'enfant a subi les vaccinations obligatoires pour son âge ou justifie d'une contre-indication, du certificat médical d'aptitude prévu à l'article premier du décret n° 46-2698 du 26 novembre 1946, ainsi que des décisions de justice, en cas de situation particulière, précisant la responsabilité parentale et le lieu de résidence de l'enfant.

L'instruction est obligatoire pour les enfants des deux sexes français et étrangers à partir de six ans et aucune discrimination pour l'admission d'enfants étrangers, malades ou handicapés à l'école élémentaire ne peut être faite (Cf. Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 et circulaire n° 2002-063 du 20 mars 2002 précitées).

1.2.4. – Cas des écoles à classe unique

Dans les écoles publiques à classe unique des communes ne possédant pas de classe ou de section maternelle, peuvent être admis les élèves ayant 5 ans révolus au 31 décembre de l'année en cours. Des dérogations peuvent être accordées par l'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Education nationale, sur avis de l'Inspecteur chargé de la circonscription, pour les enfants de moins de 5 ans lorsque l'effectif et les conditions d'accueil le permettent.

TITRE 2 – FREQUENTATION ET OBLIGATION SCOLAIRE

2.1. – Ecole maternelle

L'inscription à l'école maternelle implique l'engagement, pour l'élève inscrit, d'une fréquentation régulière chaque jour de classe. A défaut d'une fréquentation régulière et après une remarque écrite, l'enfant pourra être rayé de la liste des inscrits et rendu à sa famille ou à la personne ayant l'autorité parentale par le Directeur de l'école qui aura, préalablement à sa décision, réuni l'équipe éducative prévue à l'article 21 du décret n° 90 - 788 du 6 septembre 1990 modifié.

2.2. – Ecole élémentaire

2.2.1. – Fréquentation scolaire

La fréquentation régulière de l'école élémentaire est obligatoire, conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur (ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000 - Art. L 131-1), sauf mesures particulières décidées dans le cadre d'un projet d'accueil individualisé ou d'un projet personnalisé de scolarisation.

La fréquentation durant la totalité des heures de classe est essentielle pour assurer la régularité des apprentissages et contribuer à la réussite scolaire.

2.2.2. – Absence

Les absences sont consignées par classe, chaque demi-journée, dans un registre d'appel. Conformément aux dispositions du décret n° 2004-162 du 19 février 2004 et de la circulaire 2004-054 du 23 mars 2004, toute absence est immédiatement signalée par tout moyen (téléphone, message écrit sur portable) et confirmée par écrit aux personnes responsables de l'enfant qui doivent sans délai en faire connaître les motifs, et confirmer par écrit en produisant, le cas échéant, un certificat médical.

Indépendamment du dossier scolaire, un dossier est constitué pour chaque élève non assidu, où sont mentionnées les absences, leur durée et leurs motifs, ainsi que l'ensemble des contacts avec la famille, les mesures prises pour rétablir l'assiduité et les résultats obtenus. Ce dossier est ouvert pour la seule année scolaire et non conservé d'une année sur l'autre.

Dans le cas d'une absence prévisible, la famille devra en informer préalablement le Directeur de l'école, par l'intermédiaire du maître de la classe, en précisant le motif. S'il y a doute sérieux sur la légitimité du motif, le Directeur invite les personnes responsables de l'enfant à présenter une demande d'autorisation d'absence qu'il transmet à l'Inspecteur d'Académie.

Sur demande écrite des parents, le Directeur d'école peut, à titre exceptionnel et en cas de nécessité, autoriser l'élève à s'absenter sur le temps scolaire, à condition d'être accompagné. Ces absences peuvent être justifiées pour permettre à l'enfant de bénéficier de certains soins ou rééducations qui ne pourraient l'être de manière opportune à d'autres moments. Ces situations sont examinées au cas par cas.

Avant le dix de chaque mois, le Directeur signale à l'Inspecteur d'Académie les élèves ayant manqué la classe sans motif légitime ni excuse valable au moins quatre demi-journées dans le mois précédent.

En cas d'absences répétées d'un élève, justifiées ou non, le Directeur et l'équipe éducative engagent avec les personnes responsables de l'enfant un dialogue sur sa situation. Si ces démarches n'ont pas d'efficacité, si l'assiduité n'est pas rétablie, le Directeur transmet le dossier récapitulatif des absences de l'élève à l'Inspecteur d'Académie qui adresse aux personnes responsables un avertissement et leur rappelle leurs obligations légales et les sanctions pénales auxquelles elles s'exposent.

2.3. – Dispositions communes : horaires et aménagement du temps scolaire

L'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Education nationale, fixe les heures d'entrée et de sortie des écoles, après consultation du Conseil départemental de l'Education nationale et de la ou des commune(s) intéressée(s). Toute modification de ces horaires doit être précédée des consultations précitées.

2.3.1. – Horaires conformes à la réglementation nationale (semaine de 26 heures)

La durée hebdomadaire de la scolarité à l'école maternelle et à l'école élémentaire est confirmée par l'article premier de l'arrêté du 25 janvier 2002 à 26 heures. En aucun cas, la journée scolaire ne pourra dépasser 6 heures.

2.3.2. – Dérogations aux règles nationales concernant l'organisation du temps scolaire

Lorsque le conseil d'école souhaite adopter un aménagement du temps scolaire qui déroge aux règles rappelées par l'article premier de l'arrêté du 25 janvier 2002 (26 heures d'enseignement hebdomadaire), par l'arrêté du 12 mai 1972 (interruption des cours le mercredi) ou par l'arrêté ministériel fixant le calendrier des vacances scolaires, il élabore un projet d'organisation du temps scolaire dans les conditions définies par le décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié et la circulaire n° 91-099 du 24 avril 1991.

Une harmonisation des projets d'aménagement du temps scolaire doit être recherchée entre les écoles d'une même commune. Dans le département, la demande est présentée à l'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Education nationale, par le Maire. Le dossier comprend, pour chaque école, le résultat de la consultation des familles, les avis du conseil des maîtres, du conseil d'école et de l'Inspecteur chargé de la circonscription, ainsi que la délibération du conseil municipal.

2.3.3. – Pouvoirs du maire

En application de l'article 27 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 et dans les conditions fixées par la circulaire du 13 novembre 1985, le Maire peut modifier les heures d'entrée et de sortie fixées par l'Inspecteur d'Académie pour prendre en compte des circonstances locales, après avis de l'Inspecteur chargé de la circonscription qui consulte lui-même au préalable le conseil d'école.

Les décisions prises par le Maire pour modifier les heures d'entrée et de sortie ne remettent pas en cause le volume des horaires d'enseignement ou l'équilibre des rythmes scolaires des élèves.

TITRE 3 – VIE SCOLAIRE

3.1. – Dispositions générales

La vie des élèves et l'action des enseignants sont organisées de manière à permettre d'atteindre les objectifs fixés à l'article premier du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié.

Le maître s'interdit tout comportement, geste ou parole qui traduirait indifférence ou mépris à l'égard de l'élève ou de sa famille, ou qui serait susceptible de blesser la sensibilité des enfants.

De même les élèves, comme leurs familles, doivent s'interdire tout comportement, geste ou parole qui porterait atteinte à la fonction ou à la personne du maître et au respect dû à leurs camarades ou aux familles de ceux-ci.

3.2. – Récompenses et sanctions

3.2.1. – Ecole maternelle

L'école joue un rôle primordial dans la socialisation de l'enfant : tout doit être mis en œuvre pour que son épanouissement et son accès aux apprentissages y soient favorisés. C'est pourquoi aucune sanction ne peut être infligée. Un enfant momentanément difficile pourra cependant être isolé pendant le temps, très court, nécessaire à lui faire retrouver un comportement compatible avec la vie de groupe. Il ne devra à aucun moment être laissé sans surveillance.

Toutefois, quand le comportement d'un enfant perturbe gravement et de façon durable le fonctionnement de la classe et traduit une évidente inadaptation au milieu scolaire, la situation de cet enfant doit être soumise à l'examen de l'équipe éducative, prévue à l'article 21 du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié par le décret 2005-1014 du 24 août 2005, à laquelle participeront le médecin de l'Education nationale et/ou un membre du réseau d'aides spécialisées.

Une décision de retrait provisoire de l'école peut alors être proposée par le Directeur aux parents, en accord avec l'Inspecteur chargé de la circonscription.

Dans ce cas, des contacts fréquents doivent être maintenus entre les parents et l'équipe pédagogique de façon à permettre dans les meilleurs délais sa réinsertion dans le milieu scolaire.

3.2.2. – Ecole élémentaire

Le maître ou l'équipe pédagogique de cycle doit obtenir de chaque élève un travail à la mesure de ses capacités. En cas de difficultés, après s'être interrogé sur les causes, le maître ou l'équipe pédagogique de cycle décidera des mesures appropriées prévues aux articles 4 et 4-1 du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié par le décret n° 2005-1014 du 24 août 2005.

Tout châtiment corporel est strictement interdit. Un élève ne peut être privé de la totalité de la récréation à titre de punition.

Les manquements au règlement intérieur de l'école, et, en particulier, toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des autres élèves ou des maîtres peuvent donner lieu à des réprimandes qui sont, le cas échéant, portées à la connaissance des familles.

Il est permis d'isoler de ses camarades, momentanément et sous surveillance, un enfant difficile ou dont le comportement peut être dangereux pour lui-même ou pour les autres.

Dans le cas de difficultés particulièrement graves affectant le comportement de l'élève dans son milieu scolaire, sa situation doit être soumise à l'examen de l'équipe éducative, prévue à l'article 21 du décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 modifié.

Le médecin de l'Education nationale et/ou un membre du réseau d'aide spécialisée devront obligatoirement participer à cette réunion.

S'il apparaît, après une période probatoire d'un mois, qu'aucune amélioration n'a pu être apportée au comportement de l'enfant, une décision de changement d'école pourra être prise par l'Inspecteur chargé de la circonscription, sur proposition du Directeur, après avis du conseil d'école. La famille doit être consultée sur le choix de la nouvelle école et l'avis du Maire sollicité. La famille peut faire appel de la décision de transfert devant l'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Education nationale.

3.3. – Neutralité et laïcité de l'enseignement public

La circulaire n° 2004-084 du 18 mai 2004 réaffirme que le principe de laïcité est un des fondements de la république. Il repose sur le respect de la liberté de conscience et sur l'affirmation de valeurs communes, parmi lesquelles l'égalité de tous les êtres humains et le respect de l'identité de chacun. L'école ne peut accepter les comportements susceptibles de constituer des pressions sur d'autres élèves. De plus, les convictions religieuses ne peuvent être opposées à l'obligation d'assiduité, excepté pour les grandes fêtes dont les dates sont rappelées chaque année par une instruction publiée au Journal officiel.

Conformément aux dispositions de l'article L 141-5-1 du code de l'Education, le port de signes ou de tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit.

Lorsqu'une famille méconnaît l'interdiction posée à l'alinéa précédent, avant l'engagement des procédures prévues par la circulaire n° 91-124 du 6 juin 1991 et rappelées au titre 3 - § 3.2.2. du présent règlement, le Directeur d'école organise un dialogue avec cette famille, en concertation avec l'équipe éducative.

TITRE 4 – USAGE DES LOCAUX – HYGIENE ET SECURITE

4.1. – Utilisation des locaux - responsabilité

L'ensemble des locaux scolaires est confié au Directeur, responsable de la sécurité des personnes et des biens, sauf lorsqu'il est fait application des dispositions de l'article 25 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 qui permet au Maire d'utiliser, sous sa responsabilité, après avis du conseil d'école, les locaux scolaires pendant les heures ou périodes au cours desquelles ils ne sont pas utilisés pour les besoins de la formation initiale et continue.

La maintenance de l'équipement des locaux scolaires, du matériel d'enseignement et des archives scolaires est assurée dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'école, dans le respect des textes en vigueur. Pour les archives, il convient de se référer au décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979 et à la circulaire n° 70-215 du 28 avril 1970.

4.2. – Hygiène - Santé

Le règlement intérieur de l'école établit les différentes mesures quotidiennes destinées à répondre à ces besoins.

- Les parents s'efforceront d'assurer à leurs enfants une hygiène de vie permettant à l'école de remplir sa mission avec la meilleure efficacité, notamment en répondant aux besoins physiologiques concernant le sommeil et l'alimentation (petit déjeuner).
- Les parents porteront une attention particulière à l'hygiène générale, au lavage des mains, des ongles et des dents, et vérifieront l'absence de parasitose dans la chevelure de leurs enfants. Tout enfant porteur de pédiculose devra être traité. Pour éviter les réinfections, il est indispensable de traiter toutes les personnes vivant au foyer, de prendre des mesures d'hygiène et de traitement de l'environnement (peignes, brosses, literie, vêtements...) et de prévenir l'enseignant.

A l'école maternelle et à l'école élémentaire, le nettoyage des locaux est quotidien et l'aération suffisante pour les maintenir en état de salubrité. Les enfants sont, en outre, encouragés par leur maître à la pratique quotidienne de l'ordre et de l'hygiène.

Dans les classes et sections maternelles, le personnel spécialisé de statut communal est notamment chargé de l'assistance au personnel enseignant pour les soins corporels à donner aux enfants.

Les soins infirmiers et le matériel à avoir à disposition sont décrits dans le « *Protocole national sur l'organisation des soins et des urgences dans les écoles et les établissements publics locaux d'enseignement* » paru au Bulletin officiel de l'Education nationale hors série n° 1 du 6 janvier 2000.

4.3. – Sécurité

La circulaire n° 97-178 du 18 septembre 1997 rappelle les mesures de prévention à mettre en œuvre en matière de sécurité incendie.

Des exercices pratiques d'évacuation doivent avoir lieu au cours de l'année scolaire. Le premier exercice doit se dérouler dans le mois qui suit la rentrée. Ces exercices ont pour objectif d'entraîner les élèves et le personnel sur la conduite à tenir en cas d'incendie. Les conditions de leur déroulement et le temps d'évacuation doivent être consignés sur le registre de sécurité (article R33 de l'arrêté du 4 juin 1982 modifié par l'arrêté du 13 janvier 2004).

Les consignes de sécurité doivent être affichées dans l'école. Le registre de sécurité, prévu à l'article R 123-51 du code de la Construction et de l'Habitation, est communiqué au conseil d'école. Le Directeur, de son propre chef ou sur proposition du conseil d'école, peut saisir la commission locale de sécurité.

4.4. – Lutte contre la violence

La circulaire n° 98-194 du 2 octobre 1998 prévoit la nécessité de rappeler, dans le règlement intérieur, les principes d'un comportement citoyen au sein de l'école : respect de soi et d'autrui, responsabilité et solidarité. Il est du devoir de chacun de contribuer à la préservation de ces valeurs fondamentales dont l'institution scolaire est la garante. Aucune

forme de violence ne peut être tolérée : violence verbale ou physique, atteinte aux personnes et aux biens personnels ou collectifs.

D'une manière générale, il est rappelé qu'en vertu de l'article 40 du code de procédure pénale, tout fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu de le signaler.

Dès lors, le Directeur d'école ou l'enseignant concerné adressera un signalement systématique, directement et en temps réel :

- soit au Procureur de la République en cas d'enfant maltraité,
- soit au Conseil général en cas d'enfant à risque,
- soit à la police ou à la gendarmerie en cas d'infraction pénale.

Par ailleurs, sur le fondement de l'article 226-14 du code pénal, le secret professionnel n'est pas applicable à celui qui informe les autorités judiciaires, médicales ou administratives de privations et de sévices, y compris lorsqu'il s'agit d'atteintes sexuelles, dont il a eu connaissance et qui ont été infligés à un mineur de moins de quinze ans ou à une personne qui n'est pas en mesure de se protéger en raison de son âge ou de son état physique ou psychique.

4.5. – Dispositions particulières

Le règlement intérieur de l'école peut prévoir une liste de matériels ou objets dont l'introduction à l'école est prohibée (en particulier cutters et couteaux : cf. note de service n° 91-212 du 15 juillet 1991 – Bulletin officiel de l'Education nationale n° 30 du 5 septembre 1991).

Seules peuvent être organisées par l'école les collectes autorisées au niveau national par le Ministre chargé de l'Education. Les souscriptions ou tombolas peuvent être autorisées par l'Inspecteur chargé de la circonscription sur proposition du Directeur et après avis du conseil d'école.

4.5.1. – Scolarisation d'enfants en situation de handicap

Certains élèves nécessitent, pour une durée variable, la mise en œuvre de démarches pédagogiques adaptées assorties, dans certains cas, d'accompagnements éducatifs, rééducatifs et thérapeutiques. Ces dispositifs, mis en place dans le cadre de l'Adaptation et l'Intégration scolaires (A.I.S.), sont précisés par les circulaires n° 2002-111 et 2002-113 du 30 avril 2002.

Les équipes de suivi de la scolarisation, constituées conformément à l'article L 122-2-1 du code de l'éducation, assurent, dans chaque département, la mise en application des décisions de la Commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (C.D.A.P.H.). Ces équipes comprennent l'ensemble des personnes qui concourent à la mise en œuvre du projet personnalisé de scolarisation et, en particulier, le ou les enseignants qui ont en charge l'enfant (Loi n° 2005-102 du 11 février 2005).

4.5.2. – Scolarisation d'enfants malades

La circulaire n° 2003-135 du 8 septembre 2003 (Bulletin officiel de l'Education nationale n° 34 du 18 septembre 2003) précise dans quelles conditions des enfants atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période peuvent poursuivre leur scolarité dans des classes ordinaires.

A la demande écrite des familles et sur prescription du médecin traitant, l'enseignant peut administrer des médicaments à un enfant qui suit un traitement par voie orale. Selon la loi du 5 avril 1937, l'enseignant bénéficiera du régime particulier de substitution de responsabilité ; c'est alors la responsabilité de l'Etat qui sera engagée. Dans le cas de soins, autres que par voie orale ou inhalée, qui relèvent de professionnels de la santé, il faudra faire appel au médecin ou à l'infirmière du service de promotion de la santé en faveur des élèves.

Le projet d'accueil individualisé est mis au point, à la demande de la famille, ou en accord et avec la participation de celle-ci, par le Directeur d'école, à partir des besoins thérapeutiques précisés dans l'ordonnance signée du médecin qui suit l'enfant dans le cadre de sa pathologie, adressée sous pli cacheté au médecin de l'Education nationale.

4.5.3. – Aide pédagogique à domicile

Pour les enfants qui ne peuvent, compte tenu de leur état de santé, être accueillis dans un établissement scolaire, des dispositifs d'assistance pédagogique à domicile sont prévus par la circulaire n° 98-151 du 17 juillet 1998. La procédure mise en place dans le département est explicitée dans la circulaire départementale du 8 septembre 2005.

4.5.4. – Contrôle des inaptitudes à la pratique de l'éducation physique et sportive

(décret n° 88-977 du 11 octobre 1988 - arrêté du 13 septembre 1989 - circulaire n° 90-107 du 17 mai 1990)

A la demande de l'enseignant, le médecin traitant ou de santé scolaire doit l'informer par écrit de l'inaptitude d'un élève afin que celui-ci puisse bénéficier, le cas échéant, d'un enseignement différencié de l'éducation physique et sportive.

Ce certificat médical doit indiquer le caractère total ou partiel de l'inaptitude ainsi que la durée de sa validité. En cas d'inaptitude partielle (c'est le cas le plus fréquent), le certificat doit formuler des contre-indications en termes d'incapacités fonctionnelles et non en termes d'activités physiques interdites à l'élève. Le certificat médical doit également préciser les types de mouvements et d'activités que l'enfant peut faire, même en cas de handicap physique. Tout certificat médical ne peut avoir d'effet que pour l'année scolaire en cours.

Enfin, un certificat d'aptitude est obligatoire pour tout enfant désirant faire partie de l'association sportive de l'école.

TITRE 5 – SURVEILLANCE

5.1. – Dispositions particulières

La surveillance des élèves durant les heures d'activité scolaire doit être continue. Leur sécurité doit être constamment assurée en tenant compte de l'état et de la distribution des locaux et du matériel scolaire et de la nature des activités proposées.

La circulaire n° 97-178 du 18 septembre 1997 apporte toutes précisions à ce sujet.

5.2. – Modalités particulières de surveillance

L'accueil des élèves est assuré dix minutes avant l'entrée en classe.

Le service de surveillance, à l'accueil et à la sortie des classes, ainsi que pendant les récréations, est réparti entre les maîtres, en conseil des maîtres de l'école. En fonction de la configuration des locaux, le Directeur s'assurera que le nombre des enseignants prévus pour la surveillance correspond aux nécessités.

Lorsque les enseignements ont lieu dans les locaux scolaires, la surveillance s'exerce dans la limite de l'enceinte des locaux jusqu'à la fin des cours.

La surveillance est continue quelle que soit l'activité effectuée et le lieu où elle s'exerce. Ce service de surveillance s'exerce partout où les élèves ont accès, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur des locaux scolaires, dans les cours de récréation, les aires de jeux et autres lieux d'accueil.

5.3. – Accueil et remise des élèves aux familles

5.3.1. – Dispositions communes à l'école maternelle et à l'école élémentaire

Les enfants sont sous la responsabilité de leur famille, à l'issue des classes du matin et de l'après-midi, sauf s'ils sont pris en charge, à la demande écrite de la famille, par un service de garde, de cantine ou de transport.

5.3.2. – Dispositions particulières à l'école maternelle

Dans les classes et sections maternelles, les enfants sont remis, par les parents ou les personnes qui les accompagnent, soit au service d'accueil, soit au personnel enseignant chargé de la surveillance, conformément aux dispositions du paragraphe 5.2. ci-dessus.

A la sortie des classes, seuls les enfants de l'école maternelle, s'ils ne sont pas pris en charge par un service de cantine, de garderie ou de transport, sont remis directement aux parents ou aux personnes nommément désignées par eux par écrit, et présentées au Directeur, conformément à la circulaire n° 97-178 du 18 septembre 1997.

A PROPOS DE L'ACCUEIL

Au plus tard à 8 h 30 le matin et 13 h 30 l'après-midi, chaque élève est sous la responsabilité du maître de la classe.

Les modalités pratiques d'accueil et de remise aux parents sont prévues par le règlement intérieur de l'école.

L'exclusion temporaire d'un enfant, pour une période ne dépassant pas une semaine, peut être prononcée par le Directeur, après avis du conseil d'école, en cas de négligence répétée ou de mauvaise volonté évidente des parents pour reprendre leur enfant à la sortie de chaque classe, aux heures fixées par le règlement intérieur.

5.4. – Participation de personnes étrangères à l'enseignement

Certaines formes d'organisations pédagogiques (travail en petits groupes par ateliers...), ainsi que l'ouverture de l'école vers le monde extérieur, nécessitent parfois la participation d'intervenants extérieurs à l'école.

5.4.1 – Rôle du maître

Dans ces conditions, le maître, tout en prenant en charge l'un des groupes ou en assurant la coordination de l'ensemble du dispositif, se trouve déchargé de la surveillance des groupes confiés à des intervenants extérieurs (animateurs, moniteurs d'activités physiques et sportives, parents d'élèves, etc.), sous réserve que :

- ✓ le maître par sa présence et son action assume de façon permanente la responsabilité pédagogique de l'organisation et de la mise en œuvre des activités scolaires,
- ✓ le maître sache constamment où sont tous ses élèves,
- ✓ les intervenants extérieurs soient régulièrement autorisés ou agréés conformément aux dispositions du paragraphe 5.4.2. ci-dessous,
- ✓ les intervenants extérieurs soient placés sous l'autorité du maître.

5.4.2. – Les Intervenants extérieurs

5.4.2.1 – Dispositions générales :

Interventions ponctuelles :

En cas de nécessité et pour l'encadrement des élèves au cours d'activités scolaires se déroulant à l'extérieur de l'école pendant le temps scolaire, le Directeur peut accepter ou solliciter la participation ponctuelle d'intervenants agissant à titre bénévole.

Le Directeur peut également, sur proposition du conseil des maîtres de l'école, autoriser des intervenants à apporter au maître une participation ponctuelle à l'action éducative. L'Inspecteur chargé de la circonscription doit être informé préalablement en temps utile de cette décision.

Ces personnes bénéficiant de la protection de l'Etat, dans la mesure où elles sont considérées comme des collaborateurs occasionnels du service public, seront inscrites sur une liste adressée trimestriellement à l'Inspecteur d'Académie par la voie hiérarchique, dans laquelle seront précisés à chaque fois le nom de l'intervenant, sa date de naissance et son adresse, l'objet et la ou les date(s) de l'intervention.

Dans le cas des sorties scolaires avec nuitées, il est demandé aux parents d'élèves, comme à tout autre intervenant, un certificat médical d'aptitude à la vie collective et un extrait de casier judiciaires n° 3. Ces pièces sont jointes au dossier de demande d'autorisation de départ adressé à l'Inspecteur d'Académie, directeur des services départementaux de l'Education nationale sous couvert de l'Inspecteur chargé de la circonscription.

Interventions régulières :

Au-delà de trois interventions dans l'année, dans la même école, l'activité ne peut plus être considérée comme ponctuelle et la procédure réglementaire pour interventions régulières doit alors être suivie.

Les interventions régulières se justifieront par une mise en oeuvre cohérente entre le projet de l'école ou de la classe et le projet d'intervention.

Les interventions se feront prioritairement dans les classes de cycle 3 et de cycle 2, et à titre exceptionnel dans les classes de cycle 1.

Dans tous les cas, la participation d'intervenants extérieurs est soumise à l'autorisation du Directeur d'école, après avis du conseil des maîtres de l'école.

L'agrément des intervenants extérieurs relève de la compétence de l'Inspecteur d'Académie dans tous les domaines et, en particulier, ceux visés par la note de service n° 87-373 du 23 novembre 1987 et la circulaire n° 92-196 du 3 juillet 1992, complétées par la circulaire départementale du 2 septembre 2004. Cet agrément ne peut excéder la durée de l'année scolaire.

Pour une première demande d'agrément, le dossier sera transmis par le Directeur d'école sous couvert de l'Inspecteur chargé de la circonscription. Dans le cas d'un renouvellement d'agrément, pour la même personne dans une même école, la décision sera prise par l'Inspecteur chargé de la circonscription.

Tous les intervenants extérieurs dont l'agrément est renouvelé devront être signalés à l'Inspecteur d'Académie sur une liste établie trimestriellement et transmise par la voie hiérarchique.

Pour que des personnes appartenant à une association puissent être autorisées par le Directeur à intervenir régulièrement pendant le temps scolaire, cette association doit avoir été préalablement habilitée par le Recteur conformément aux dispositions du décret n° 92-1200 du 6 novembre 1992 et de la circulaire n° 93-136 du 25 février 1993.

La participation d'intervenants extérieurs dans le cadre des sorties scolaires est réglementée par la circulaire n° 99-136 du 21 septembre 1999 modifiée par les circulaires n° 2000-075 du 31 mai 2000, n° 2004-139 du 13 juillet 2004 et n° 2005-001 du 5 janvier 2005.

5.4.2.2 – Personnel communal

Le personnel spécialisé de statut communal (ATSEM) accompagne au cours des activités extérieures les élèves des classes maternelles ou sections enfantines ou un groupe de ces élèves désigné par le Directeur.

Le personnel spécialisé tel que ETAPS (éducateur territorial des activités physiques et sportives) ou OTAPS (opérateur territorial des activités physiques et sportives) autorisé doit satisfaire à la réglementation générale rappelée ci-dessus.

5.4.2.3 – Autres participants

En ce qui concerne les assistants d'éducation, il convient de se reporter au décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 modifié par le décret n° 2005-1194 du 22 septembre 2005 et à la circulaire n° 2003-092 du 11 juin 2003.

Les personnes recrutées dans le cadre d'un contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE) peuvent également remplir, dans certaines conditions, les fonctions suivantes : assistance à la scolarisation des élèves handicapés, participation à l'accueil, à la surveillance et à l'encadrement des élèves, notamment au cours des sorties scolaires, aide à l'animation des activités culturelles, artistiques ou sportives, à la documentation et à l'utilisation des nouvelles technologies, aide administrative à la direction d'école.

TITRE 6 – CONCERTATION ENTRE LES FAMILLES ET LES ENSEIGNANTS

Le conseil d'école exerce les fonctions prévues par le décret n° 90 - 788 du 6 septembre 1990 modifié.

Le règlement de l'école peut fixer, en plus des dispositions réglementaires, d'autres mesures propres à favoriser la liaison entre les parents et les enseignants. Ainsi, les modalités d'information des parents ou l'organisation de visites de l'établissement peuvent être prévues.

Le Directeur réunit les parents de l'école ou d'une seule classe, à chaque rentrée, et chaque fois qu'il le juge utile.

Conformément aux circulaires n° 94-149 du 13 avril 1994 et n° 1353 du 22 novembre 2001, le Directeur communique les résultats scolaires et plus généralement les décisions importantes concernant la scolarité de l'enfant aux deux parents s'ils sont séparés, sauf décision contraire du Juge aux affaires familiales.

Par ailleurs, l'intervention des associations de parents d'élèves dans les établissements scolaires est réglementée par la circulaire n° 2001-078 du 3 mai 2001 (Bulletin officiel de l'Education nationale n° 19 du 10 mai 2001).

TITRE 7 – DISPOSITIONS FINALES

Le règlement intérieur des écoles maternelles et élémentaires publiques est établi par le conseil d'école compte tenu des dispositions du règlement départemental. Il est approuvé ou modifié chaque année lors de la première réunion du conseil d'école.

TEXTES DE REFERENCE

- **Loi n° 83-663 du 22 juillet 1983** relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat (**articles 25 et 27**).
- **Loi n° 2004-228 du 15 mars 2004** encadrant, en application du principe de laïcité, le port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics.
- **Loi n° 2005-102 du 11 février 2005** pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées.
- **Loi n° 2005-380 du 23 avril 2005** d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école.
- **Ordonnance n° 2000-549 du 15 juin 2000** relative à la partie législative du code de l'éducation.
- **Décret n° 46-2698 du 26 novembre 1946** (Visites et examens de santé).
- **Décret n° 79-1037 du 3 décembre 1979** (Compétence des services d'archives publics et coopération entre les administrations pour la collecte, la conservation et la communication des archives publiques).
- **Décret n° 88-977 du 11 octobre 1988** (Contrôle médical des inaptitudes à la pratique de l'éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement).
- **Décret n° 90-788 du 6 septembre 1990** (Organisation et fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires) **modifié par les décrets n° 91-383 du 22 avril 1991, n° 2004-703 du 13 juillet 2004 et n° 2005-1014 du 24 août 2005** (Dispositifs d'aide et de soutien pour la réussite des élèves à l'école).
- **Décret n° 92-1200 du 6 novembre 1992** (Relations du ministère chargé de l'Education nationale avec les associations qui prolongent l'action de l'enseignement public).
- **Décret n° 2003-484 du 6 juin 2003 modifié par le décret n° 2005-1194 du 22 septembre 2005** fixant les conditions de recrutement et d'emploi des assistants d'éducation.
- **Arrêté du 12 mai 1972** (Interruption des classes au cours de la semaine scolaire).
- **Arrêté du 4 juin 1982** (Approbation de dispositions complétant le règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public du type R et X (établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sportifs couverts) – **Article R 33 modifié par l'arrêté du 13 janvier 2004**).
- **Arrêté du 13 septembre 1989** (Contrôle médical des inaptitudes à la pratique de l'éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement).
- **Arrêté du 25 janvier 2002** (Horaires des écoles maternelles et élémentaires).
- **Circulaire n° 70-215 du 28 avril 1970** (Archives de l'enseignement).
- **Circulaire du 13 novembre 1985** (Mise en œuvre du transfert de compétences en matière d'enseignement public : modifications des heures d'entrée et de sortie des établissements d'enseignement par le maire).
- **Circulaire n° 90-107 du 17 mai 1990** (Contrôle médical des inaptitudes à la pratique de l'éducation physique et sportive dans les établissements d'enseignement).
- **Circulaire n° 91-099 du 24 avril 1991** (Organisation du temps scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires).
- **Circulaire n° 91-124 du 6 juin 1991 modifiée par les circulaires n° 92-216 du 20 juillet 1992 et n° 94-190 du 29 juin 1994** (Directives générales pour l'établissement du règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires).
- **Circulaire n° 92-196 du 3 juillet 1992** (Participation d'intervenants extérieurs aux activités d'enseignement dans les écoles maternelles et élémentaires).
- **Circulaire n° 93-136 du 25 février 1993** (Relations avec les associations qui prolongent l'action de l'enseignement public).
- **Circulaire n° 94-149 du 13 avril 1994** (Contrôle de la scolarité des enfants naturels ou légitimes par leurs parents).
- **Circulaire n° 97-178 du 18 septembre 1997** (Surveillance et sécurité des élèves dans les écoles maternelles et élémentaires publiques).

- **Circulaire n° 98-151 du 17 juillet 1998** (Assistance pédagogique à domicile en faveur des enfants et adolescents atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période).
- **Circulaire n° 98-194 du 2 octobre 1998** (Lutte contre la violence en milieu scolaire et renforcement des partenariats).
- **Circulaire n° 99-136 du 21 septembre 1999 modifiée par les circulaires n° 2000-075 du 31 mai 2000, n° 2004-139 du 13 juillet 2004 et n° 2005-001 du 5 janvier 2005** (Organisation des sorties scolaires dans les écoles maternelles et élémentaires publiques).
- **Circulaire n° 2001-078 du 3 mai 2001** (Intervention des associations de parents d'élèves dans les établissements scolaires).
- **Circulaire n° 1353 du 22 novembre 2001** (Relations entre les services de l'éducation nationale et les parents d'élèves séparés ou divorcés).
- **Circulaire n° 2002-063 du 20 mars 2002 (bulletin officiel de l'Education nationale n° 13 du 28 mars 2002)** (Modalités d'inscription et de scolarisation des élèves de nationalité étrangère des premier et second degrés).
- **Circulaire n° 2002-111 du 30 avril 2002** (Adaptation et intégration scolaires : des ressources au service d'une scolarité réussie pour tous les élèves).
- **Circulaire n° 2002-113 du 30 avril 2002** (Les dispositifs de l'adaptation et de l'intégration scolaires dans le premier degré).
- **Circulaire n° 2003-092 du 11 juin 2003** (Assistants d'éducation).
- **Circulaire n° 2003-135 du 8 septembre 2003 (bulletin officiel de l'Education nationale n° 34 du 18 septembre 2003)** (Accueil en collectivité des enfants et des adolescents atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période).
- **Circulaire n° 2004-054 du 23 mars 2004** (Contrôle et promotion de l'assiduité des élèves soumis à l'obligation scolaire).
- **Circulaire n° 2004-084 du 18 mai 2004** (Port de signes ou de tenues manifestant une appartenance religieuse dans les écoles, collèges et lycées publics).
- **Note de service n° 87-373 du 23 novembre 1987** (Agrément des intervenants extérieurs dans les établissements scolaires du premier degré).
- **Note de service n° 91-212 du 15 juillet 1991 (bulletin officiel de l'Education nationale n° 30 du 5 septembre 1991)** (Dangers présentés par la présence de cutters dans les trousseaux et boîtes d'écoliers).
- **Bulletin officiel de l'Education nationale hors série n° 1 du 6 janvier 2000** (Protocole national sur l'organisation des soins et des urgences dans les écoles et les établissements publics locaux d'enseignement).
- **Circulaire départementale du 2 septembre 2004** (Intervenants extérieurs dans les écoles primaires).
- **Circulaire départementale du 8 septembre 2005** (Assistance pédagogique à domicile en faveur des enfants et adolescents atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période).

⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘ ⌘